

Unité interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du curé Marion  
39000 Lons-le-Saunier

Le 6 mai 2024.

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAB THEVENIN**

Aux Lignièrès  
Route de Pontarlier  
39300 Équevillon

Références : AM/MB/2024/L\_152  
Code AIOT : 0005900834

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement SAB THEVENIN implanté Aux Lignièrès Route de Pontarlier 39300 Équevillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, comme en 2023, une action régionale sur la thématique des équipements sous pression. Celle-ci a été réalisée au cours des mois de mars et avril 2024.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont eu pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression et notamment l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple.

La présente inspection a été réalisée au titre de cette action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, la présence et l'exactitude de la liste des équipements sous pression exploités sur le site, exigée au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et à contrôler sur site quelques équipements.

Par sondage, l'inspection des installations classées a retenu, pour son contrôle, deux équipements sous pression présents dans l'établissement :

- **équipement 1** : une réserve d'azote fabriquée par la société Dinslaken MCS Cylinder systems en 2000 ayant le numéro de série 4850/14/48/00, un volume de 50 litres et une pression maximale admissible de 275 bars.
- **équipement 2** : un réservoir d'air comprimé fabriqué par la société Réservoir X. Pauchard en 1996 ayant le numéro de série V6314, un volume de 2 000 litres et une pression maximale admissible de 10 bars.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAB THEVENIN
- Aux Lignières Route de Pontarlier 39300 Équevillon
- Code AIOT : 0005900834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité principale de l'établissement est la fabrication de pièces en alliages d'aluminium par fonderie sous pression. L'activité de fonderie est complétée par des opérations d'usinage, puis de finition, ainsi que les activités annexes associées à ce type de production industrielle (mécanique, maintenance, utilités techniques, logistique et gestion administrative).

Les activités de la société sont orientées très majoritairement vers le secteur de l'automobile.

La société SAB THEVENIN fait partie du groupe SAB qui comporte 7 entreprises réparties principalement en France et qui emploie 700 personnes dont 70 sur le site d'Equevillon.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Équipement sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                           | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 5  | Analyse du compte rendu de requalification périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, articles 25 & 6 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 7  | Contrôle des accessoires de sécurité                  | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I     | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 8  | Contrôle de l'état de l'équipement                    | Code de l'environnement, article R. 557-14-2      | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire                         |
|----|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| 1  | Contrôle de la liste des appareils à pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III |
| 2  | Analyse du compte rendu d'inspection          | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17    |

| N° | Point de contrôle                                           | Référence réglementaire                        |
|----|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|
|    | périodique                                                  |                                                |
| 3  | Vérification des échéances de l'inspection périodique       | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I |
| 4  | Vérification des échéances de la requalification périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I |
| 6  | Contrôle de la plaque d'identification des ESP              | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI |
| 9  | Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette           | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La surveillance des équipements sous pression du site est effectuée suivant les fréquences réglementaires.

L'exploitant doit :

- essayer d'obtenir une copie de l'attestation de requalification de l'équipement 2 (récipient d'air Pauchard de 2 000 litres) réalisée en 2016 ;
- confirmer que l'élément présenté comme l'accessoire de sécurité de l'équipement 1 (réserve d'azote de 50 litres de la presse 13), assure bien cette fonction et fournir sa documentation;
- s'assurer de l'état de l'équipement 1 (réserve d'azote) en lien avec une potentielle déformation et fournira un justificatif, émanant d'un organisme habilité, de la capacité d'un maintien en service.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, liste des appareils à pression                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La liste mise à disposition lors de l'inspection se présente sous la forme d'une grille permettant de renseigner l'ensemble des éléments attendus au III de l'article 6. Ces informations sont renseignées pour l'ensemble des équipements sous pression présents sur la liste.</p> <p>Les équipements qui ne contiennent pas de glycol suivent le régime de surveillance de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.</p> <p>Concernant les équipements contenant du glycol, l'exploitant a indiqué que les préconisations du fabricant sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fréquence des inspections périodiques : 4 ans ;</li> <li>- fréquence des requalifications périodiques : 5 ans.</li> </ul> <p>L'exploitant a précisé qu'il ne procède pas aux inspections périodiques. Il fait réaliser une</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>requalification périodique de ces équipements tous les 4 ans.</p> <p>Les requalifications périodiques valant réglementairement inspection périodique, ce point n'appelle pas d'observation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte tenu de la fréquence de requalification des équipements contenant du glycol, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- étudiera la nécessité d'établir un plan d'inspection, en application de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 dans le cas où ces équipements seraient soumis à guide professionnel ou cahier technique professionnel approuvé et d'insérer ce plan dans le dossier d'exploitation des équipements concernés ;</li> <li>- et/ou intégrera, a minima, dans sa liste des équipements sous pression en service et à exigence de la notice d'instructions du fabricant suivant le VI de l'article 3 de l'arrêté ministériel susmentionné.</li> </ul> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

## N° 2 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle documentaire</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;</li> <li>- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.</li> </ul> <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Équipement 1 :</u></b></p> <p>Le dernier contrôle réalisé sur cet équipement date du 15 septembre 2021. Il s'agit d'une requalification périodique. Réglementairement, cette requalification vaut inspection périodique.</p> <p>Le compte-rendu de cette intervention sera vu dans le point de contrôle relatif aux requalifications périodiques.</p> <p>Jusqu'à récemment, l'exploitant procédait, pour cet équipement, uniquement à des requalifications périodiques. Les précédentes ont eu lieu en septembre 2017 et septembre 2015.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**Équipement 2 :**

Le dernier rapport d'inspection périodique présenté fait référence à une inspection réalisée le 17 août 2021.

Ce rapport conclut que le contrôle et les essais sont satisfaisants (conclusions de la société Apave). Ils ne comportent pas de commentaire ou d'observation.

Les différentes informations mentionnées dans le compte-rendu correspondent aux indications portées sur la plaque de l'équipement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Vérification des échéances de l'inspection périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

**Constats :**

La fréquence réglementaire maximale entre deux inspections périodiques des deux équipements contrôlés est de quatre ans.

En application de la disposition de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 qui dispose : "*L'inspection de requalification périodique est réalisée dans les conditions de l'inspection périodique mentionnées aux articles 16 et 17. Elle tient lieu d'inspection périodique.*", il est considéré que la dernière inspection périodique des équipements 1 et 2 a été réalisée il y a moins de 4 ans.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle documentaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : <ul style="list-style-type: none"><li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li><li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li><li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li><li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li><li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visée en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li><li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br>La fréquence réglementaire maximale entre deux requalifications périodiques des deux équipements contrôlés est de dix ans.<br>Pour ces deux équipements, la dernière requalification périodique a été réalisée il y a moins de 10 ans.<br>Équipement 1 : 15/09/2021<br>Équipement 2 : 02/08/2016                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, articles 25 & 6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle documentaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><u>Article 25</u><br>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.<br>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. |

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.

La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.

L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.-Il est interdit :

- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;
- dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

#### Article 6

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

[...]

- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;

[...]

#### **Constats :**

##### Équipement 1 :

La dernière attestation de requalification périodique présentée fait référence à une requalification réalisée le 15/09/2021.

L'attestation de requalification mentionne que la requalification périodique est prononcée, les résultats des vérifications sont indiqués comme satisfaisants.

La partie relative à la vérification des accessoires de sécurité est peu compréhensible. Elle indique que la vérification est non nécessaire à la vue des conditions d'utilisation.

L'exploitant indique que le commentaire est en lien avec le remplacement de l'accessoire de sécurité lors de la requalification.

Il convient que l'organisme habilité indique clairement dans l'attestation de requalification :

- les raisons de l'absence de vérification des accessoires de sécurité ;
- les caractéristiques techniques de l'accessoire de sécurité.

##### Équipement 2 :

L'exploitant indique :

- que la dernière requalification périodique de cet équipement a été réalisée le 02/08/2016 ;
- qu'il ne dispose pas de l'attestation de requalification ;
- qu'il a entamé des démarches pour tenter de récupérer l'attestation, mais sans succès au jour de l'inspection.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant a indiqué qu'il poursuivrait les démarches afin d'obtenir l'attestation de requalification.</p> <p><b>Constat 1-16042024 : non-conformité : le dossier d'exploitation de l'équipement 2 ne comporte pas l'attestation relative à la dernière requalification périodique réalisée.</b></p> <p>Il est à noter que sur le corps de la réserve d'azote ont été frappés la date du 02/08/2016 et le marquage " tête de cheval " réglementairement requis.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Équipement 1 :</b><br/> L'exploitant doit vérifier l'échéance de la requalification de l'équipement 1. Il y a une incohérence dans l'attestation de requalification de la société HP2S qui indique :<br/> - pour la fréquence de requalification périodique : 10 ans ;<br/> - prochaine requalification périodique à faire avant le 15 septembre 2026.</p> <p><b>Équipement 2 :</b><br/> L'exploitant doit s'attacher à poursuivre les démarches afin d'obtenir la dernière attestation de vérification de cet équipement. Il conviendra ensuite de la transmettre à l'inspection.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**N° 6 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle visuel des équipements                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.</p> <p><b>Constats :</b><br/> Pour les deux équipements contrôlés, la plaque d'identification est présente ou les informations requises sont frappées sur le corps du récipient. Les informations sont lisibles et sont cohérentes avec les informations mentionnées sur les différents documents consultés (compte-rendu d'inspections périodiques ou attestation de requalification, liste des équipements sous pression).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |

**N° 7 : Contrôle des accessoires de sécurité**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle visuel des équipements                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> |

**Constats :****Équipement 1 :**

Un représentant de l'exploitant a présenté un élément, présent sur le corps de réserve d'azote, comme étant l'accessoire de sécurité du récipient. Sur celui-ci sont gravés une indication de pression (250 bars), un numéro (1807330), une température (20° C), une inscription difficilement lisible qui doit correspondre au nom du fabricant et le marquage CE 0045 (cf. annexe n° 1).

**Constat 2-16042024 : demande de compléments : l'exploitant justifiera que l'élément désigné comme étant l'accessoire de sécurité de la réserve d'azote a bien cette fonction.**

**Équipement 2 :**

L'équipement est muni d'une soupape de sécurité. La position de cette soupape en hauteur n'a pas permis de visualiser les informations indiquées sur le corps de celle-ci.

Le manomètre présent sur la cuve indiquait, lors de la visite, une pression d'air dans la cuve de 6,5 bars.

Le compte rendu de l'inspection périodique du 17/08/2021 indique que la valeur de réglage de la soupape est de 10 bars soit la pression maximale admissible de l'équipement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Contrôle de l'état de l'équipement**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

**Prescription contrôlée :**

[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]

**Constats :****Équipement 1 :**

Lors de la vérification de l'accessoire de sécurité il a été constaté la présence potentielle d'une griffure au-dessus de cet accessoire (cf. annexe n° 1).

**Équipement 2 :**

Il n'a pas été constaté de déformation, de supports défectueux ou de trace de corrosion le jour de l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il conviendra de faire vérifier l'état de l'équipement 1 et l'impact sur la sécurité de sa potentielle déformation, par une personne compétente dans ce domaine.

L'exploitant démontrera auprès de l'inspection des installations classées la possibilité de maintenir en service l'équipement via un justificatif émanant d'un organisme habilité.

L'inspection des installations classées n'étant pas en capacité de juger de l'impact de la déformation sur la sécurité de l'équipement, il n'est pas retenu de non-conformité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle visuel des équipements                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".</p> <p>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.</p>                                                                                           |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Équipement 1 :</u></b></p> <p>Sur le corps de l'équipement sont frappés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date du 15/09/21 et le marquage " tête de cheval " réglementairement requis ;</li><li>- la date du 09/17 et le marquage " tête de cheval " réglementairement requis ;</li><li>- la date du 08/15 et le marquage " tête de cheval " réglementairement requis ;</li><li>- la date du 11/08/2010 ;</li><li>- la date du 03/08/2005.</li></ul> <p><b><u>Équipement 2 :</u></b></p> <p>Sur la plaque de l'équipement sont frappés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date du 08/08/2006 et le marquage " tête de cheval " réglementairement requis ;</li><li>- la date du 02/08/2016 et le marquage " tête de cheval " réglementairement requis".</li></ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

Annexe n° 1 : photographie de l'équipement 1

